

Ce volume, troisième tome de mes souvenirs, fait suite à la *Maison Picarde*, paru en 1941, et à *Bois en Ardenne*, paru en 1943 dans la même collection.

CHAPITRE PREMIER

LE VENT DANS LES ARBRES. HENRI DAVIGNON

Depuis 1910, il n'avait jamais cessé de souffler. Absorbé par mes travaux personnels, séjournant une partie de l'été en Flandre, j'avais rempli avec intermittence mes fonctions, mon rôle bénévole de secrétaire filial. ¹⁾ Moins curieux ou déjà blasé, je me bornais à soulager mon père dans la tâche fatigante de garder le contact avec le pays de Verviers. Contrairement aux droits d'un ministre de se détacher des contingences locales, Julien Davignon s'évertuait à suivre lui-même la vaste correspondance que lui valait l'intérêt persistant qu'il témoignait à la confiance mise en lui par tant de petites gens. Tout ce que nous avons pu obtenir de lui s'avait été de réduire à deux séances par mois les audiences données à Verviers. Comme il

¹⁾ Le vicomte H. Davignon était secrétaire de son père, ministre des Affaires étrangères de Belgique (note de l'éditeur).

lui arrivait tout de même d'être empêché ou trop fatigué, je lui avais promis dans ce cas de le remplacer. Je m'assis donc à diverses reprises derrière le guichet de son « confessionnal ». Rien d'une sinécure. Imaginez vingt, trente, jusqu'à cinquante visiteurs. Leur cohue, dans la tabagie du cercle catholique, sert la fortune du limonadier qui leur vend la goutte et par dessus le marché des conseils dans leurs affaires. Celles-ci paraissent au premier abord le plus compliquées du monde ; il est bon de les leur laisser raconter à leur manière, toujours éloquente et rarement démonstrative. Ce pourquoi ils viennent surtout, c'est pour se libérer eux-mêmes d'un souci, identifié à celui de la vie, dure, incertaine ou simplement capricieuse. Au début j'étais trop pressé d'arriver au fait. Un grand type passionné, sentant le péquet m'impantia. Je le brusquai. Il protesta :

— Laissez-moi me parler, monsieur...

Il avait raison. Les gens du petit sont en perpétuelle énigme d'eux-mêmes. L'obstacle, insurmontable, est déjà moindre s'ils l'ont décrit et eux devant. Désormais résigné, après une parole de bienvenue, je demandais :

— De quoi s'agit-il ?

— Je vais vous le dire... Mais d'abord...

Il n'y avait pas d'ensuite. Ce d'abord-là durait longtemps et très vite on demandait :

— Est-ce que je peux djaser wallon ?

— Mais oui.

Peu importe. L'important n'est pas les mots, mais leur sonorité, et le bien fait au « causeur » par leur flot bouillonnant. Celui-ci passé, il n'est que de reprendre :

— C'est pour votre fils ?

Car tout revient à quelques cas à propos desquels se traduit le désir incommensurable de cette race de monter, de s'améliorer non pas à l'aide de facilités d'argent, mais dans la hiérarchie de la considération, du rang social, de l'amour-propre.

— Vous comprenez, il faut qu'il devienne quelqu'un.

Etre quelque chose ou quelqu'un, l'ambition est générale chez ces individuels nés que le syndicalisme, le collectivisme trouvent tour à tour enthousiastes et réfractaires. Ce qui est dans le chemin, ce n'est pas tant l'inégalité sociale, le privilège envié, l'intérêt coalisé, c'est bien plus l'habileté des autres, la faveur affichée, une infériorité cachée, des divergences intimes.

— C'est l'faute à mi femme...

— Mon pauv' bounomme n'comprend rin...

Car les ménages se disputent beaucoup. Leur paix dépend, hélas ! du caprice, de l'infidélité, du plaisir cherché comme une fin.

Sur ce terrain la confiance était moins expansive.

— Je l'ai confessé à Mossieur l'miniss.

Mon père, sur mon rapport, riait :

— Eh ! oui. J'avais eu assez de mal à les réconcilier. Vous les convoquerez pour samedi prochain.

Etrange défilé, harassant travail, dossier bigarré, sans cesse remis à jour, dont chaque pièce exigeait une lettre, une démarche, l'inscription dans le gros registre où chaque client avait son nom, avec la mention de sa requête, de la mesure réclamée, du résultat atteint.

— C'est pour qu'ils voient ce que j'ai fait et éviter la carotte.

Pendant ce temps-là, carottiers ou non, les éternels sollicitateurs se doutaient peu du danger accumulé sur leur vie bourdonnante. Parmi les sollicités, et qui se targuaient de leur clientèle pour s'assurer une popularité à laquelle ils assignaient une fin en soi, peu songeaient au bien commun, à la nécessité de parer un coup, préparé dans l'ombre.

Quand Julien Davignon annonça à son comité de Verviers : « Le gouvernement s'occupe d'une loi militaire. On n'échappera plus au service général, » ce fut un *tolle* :

— Mais les élections sont là !

Les élections étaient toujours là, paralysant le travail parlementaire, énervant la responsabilité du gouvernement. Celle-ci, au moment de l'annexion du Congo et du vote de la charte coloniale, devenait de plus en plus dominée par le danger extérieur. Franz Schollaert, au début du nouveau règne, s'était usé à vouloir faire voter une loi d'enseignement primaire, basée sur le système compliqué du « bon scolaire ». Le Roi Albert avait saisi l'occasion de provoquer la démission de son premier ministre et de montrer qu'il n'était pas lié à la permanence d'un parti. L'homme nouveau appelé par lui à diriger le gouvernement s'appelait Charles de Broqueville.

On prêta à un chef libéral, apprenant cette désignation, une exclamation méprisante :

— Pourquoi pas l'huissier du ministère ?

Broqueville allait se révéler rapidement le plus étonnant mandataire parlementaire, le plus séduisant conducteur d'hommes et le plus entreprenant homme d'Etat. En 1913, il assumait le portefeuille de la Guerre, à la de-

mande du Roi et donna celui de l'Instruction Publique à Prosper Poulet qui réussit à faire voter tambour battant, une loi scolaire équitable, payant du principe de l'obligation la reconnaissance pour les écoles libres du droit aux subsides. Pour la réforme militaire tout allait être mis en œuvre afin d'obtenir un concours substantiel de l'opposition elle-même.

Mais celle-ci, avant de s'engager, avait décidé, aux élections de 1912, de livrer un dernier assaut pour conquérir la majorité des électeurs et bouter définitivement les catholiques hors du pouvoir. Le cartel avec les socialistes sur la base du ralliement au suffrage universel pur et simple aboutit à une défaite retentissante qui allait beaucoup faciliter la réalisation des projets de Broqueville. Une loi, réorganisant l'armée, augmentant l'effectif de l'active et assurant son recrutement dans toutes les classes de la société sur la base du service personnel, fut votée avec le concours d'une fraction des gauches. Désormais, en cas d'agression, la Belgique pourrait se défendre. Jusque là, l'armée était considérée comme devant servir au maintien de l'ordre intérieur et, au besoin, à donner aux pays voisins, garants de sa neutralité obligatoire,

l'impression que la Belgique entendait être laissée en dehors de tout conflit.

La notion d'une armée de figuration avait été illustrée par une phrase de G. Helleputte, dans la manière des aphorismes de Joseph Prud'homme : l'armée belge, avait dit le député de Maeseck, est la seule armée dont la destinée est de ne pas combattre. A force de bonheur et de chance, les Belges, depuis la proclamation de leur indépendance, n'étaient pas loin de se croire devenus à l'abri des convoitises extérieures. Sous Napoléon III ils avaient bien eu vent de projets néfastes qui, répétant l'erreur de la Convention et de Bonaparte, englobaient la Belgique dans l'expansion française sur le Rhin. Mais la position affaiblie de la France, sous la Troisième République, nous mettait à l'écart de tout renouvellement d'ambition de ce genre. Aussi nos diplomates à Paris voyaient-ils sans déplaisir la politique républicaine s'enliser dans les dissensions intérieures. L'intérêt, qualifié de permanent, de la Grande Bretagne à empêcher le fameux « pistolet braqué » d'Anvers de tomber aux mains d'un ennemi de l'Empire britannique, suffisait d'autre part, semblait-il, à nous mettre à l'abri d'autres expansions dévoratrices. L'Allemagne milita-

risée, prussianisée, dévorée d'appétits économiques, serait suffisamment surveillée et contenue par la protection invisible de l'Angleterre sur la Belgique.

Le principal inconvénient de cette confiance en la vertu des autres fut de propager chez nous une véritable indifférence à l'égard des problèmes de la politique étrangère. Les rois seuls s'en préoccupaient. Ils avaient beau avertir leurs ministres et même agir indirectement sur la représentation nationale, ils étaient traités de maniaques. On voyait dans leur insistance un désir de satisfaire un état major dont ils étaient virtuellement les chefs.

De 1912 à 1914 c'est directement de Berlin que vinrent les signes précurseurs de la menace. Le baron Beyens était devenu en 1910 ministre de la Maison du Roi Albert, titre ressuscité pour lui et qui devait mettre le trouble dans l'économie morale de la jeune Cour. Un conflit avec le grand maréchal Cte Jean de Mérode détermina le Roi à demander à mon père de rappeler d'urgence de Berlin le baron Greindl qui avait dépassé de beaucoup la limite d'âge et de le remplacer par Beyens. C'est donc à un incident futile en soi qu'on doit l'envoi en Allemagne d'un observateur aux yeux neufs. Beyens, d'abord abusé com-

me son prédécesseur, crut au pacifisme de Guillaume II. Il fallut la visite du Roi Albert à Potsdam le 6 novembre 1913, comme colonel d'un régiment allemand et sa conversation tragique avec son impérial cousin, corroborée par les propos du chef de l'Etat-Major Moltke, tenus à notre attaché militaire Mélotte, pour que surgit brusquement l'imminence d'une guerre possible. Autorisé à communiquer confidentiellement à son ami Jules Cambon, l'ambassadeur de France, en vue d'une transmission au seul Président Poincaré, les révélations du roi, Beyens eut désormais l'attention en éveil. La guerre devenait possible dans un proche avenir. Qu'en résulterait-il pour la Belgique ? Le Roi Albert avait, je crois, peu d'illusion : le sort du royaume serait mis en jeu. Un peu plus tôt son oncle, le roi de Roumanie, eut avec notre ministre à Bucarest, Edmond de Gaiffier une conversation capitale. « Vous n'aurez plus la chance de 1870. Le miracle ne se renouvellera pas ». Telle était la seule donnée diplomatique sur laquelle on pouvait se baser pour convaincre les parlementaires de voter le renforcement de l'armée.

A la demande de Broqueville, Julien Davignon eut à en faire état au cours d'une

séance secrète. La révélation fit rire. C'était sur un ragot de cette espèce qu'il fallait justifier une volte face en matière de politique militaire et risquer de mettre en péril la réélection de chaque député, spécialement dans les campagnes ! De Verviers, on avertit le ministre qu'il était désapprouvé et que pendant la lutte électorale qui allait s'ouvrir, il ferait mieux de prétexter les occupations de sa charge pour se montrer le moins possible.

La direction politique du département se trouvait elle-même démunie. Arendt malade, avait pris sa retraite. Mon père appela de Bucarest Gaiffier qui allait être si précieux pendant toute la période tragique.

Bruxelles, depuis l'avènement d'Albert, avait vu défiler dans ses rues plusieurs chefs d'état. On était déshabitué de ce spectacle. Léopold II s'était volontairement isolé. Il était personnellement en froid avec plusieurs princes régnants de sa famille.

Le Président Fallières succéda à Bruxelles à l'Empereur Guillaume. La reine de Hollande précéda le roi de Danemark. Le programme de ces visites avait quelque chose de stéréotypé. La foule y prenait peu de part. La Cour, mal outillée, était sur les dents. La réception à l'Hôtel de ville restait la grande

ressource et, en somme, expliquait mieux que toute autre cérémonie, par son ambiance monumentale et sa signification symbolique, la réalité de la Belgique.

Je me souviens d'avoir assisté au déjeuner du président, 8 rue de la Loi, déjeuner d'honneur, offert à la demande du Roi qui accompagna son hôte par le ministre des Affaires Etrangères. On présenta à M. Fallières un à un chaque membre du cabinet belge. La laval-lière à pois au col, la chevelure et la barbe romantiques, il stupéfia chacun d'eux en disant pour ainsi dire à tous :

— J'ai été moi aussi ministre de...

Ce vétéran de la politique avait, en effet, géré presque tous les rayons de la maison française.

Au dîner de Cour, Maurice Herbette, alors chef de cabinet de M. de Selves, ministre des affaires étrangères du moment, jeta un regard dédaigneux sur tant d'habits noirs. Croyant faire honneur au chef d'une nation intellectuelle on avait invité des savants, des artistes, des écrivains.

— Et l'aristocratie ? me demanda-t-il. Ré-servée à l'Empereur allemand ?

Guillaume II avait surtout été mis en présence de diplomates et de militaires. Il assour-

dit devant eux ses sonorités verbales. Il fut familial, sobre et extrêmement courtois. L'escorte de cavalerie reçut des compliments chaleureux. Il ne cacha pas sa surprise devant la bonne tenue des troupes faisant la haie de la gare du Nord au Palais. On avait réservé la garde civique, toujours un peu ridicule, pour la cérémonie de l'Hôtel de ville. Simple brigadier, je fus placé avec mes camarades de l'escadron Marie-Henriette, sur les marches de l'escalier menant à la salle gothique. Ainsi vis-je à le frôler le cortège impérial et royal. De près, Guillaume me parut petit, les traits fanés, l'œil terne.

La réception de la Reine Wilhelmine, malgré la chaleur de l'été, fut assez froide. Au déjeuner chez le ministre de Hollande, on avait disposé sous la table des blocs de glace afin d'éviter l'étouffement.

Pour le roi de Danemark, géant, il y eut une revue des troupes. On était tout près de la guerre et l'armée, refournie, pouvait être montrée. Un incident regrettable gâta le spectacle. Le chef de notre Etat-Major, savant, mais sans prestance, laissa son cheval prendre le mors aux dents et termina une course désordonnée par une chute retentissante. La Reine Elisabeth offrit au château de Laeken

une soirée exquise dont la description ouvre les mémoires, publiés plus tard, de Brand Whitlock, récemment nommé ministre des Etats-Unis à Bruxelles, comme à un poste de tout repos où il pourrait consacrer ses loisirs à la littérature. Sur la petite scène, construite naguère par Napoléon pour Marie-Louise, la troupe de la Monnaie donna l'acte du ballet d'Orphée. Aucun prélude n'était plus à même de faire contraste avec les jours de malheur qui allaient venir.

De sept ans plus jeune que moi, mon frère Jacques débutait à ce moment dans la carrière diplomatique. Son examen passé, il avait été envoyé comme attaché de légation à Berlin, son premier poste. Une nuit de la fin juillet, il débarqua à l'improviste rue de la Loi, porteur d'un rapport confidentiel de son chef. Déjà la voie postale n'était plus sûre. Il avait ordre de repartir le soir même. Je ne l'ai pas vu. C'était le signe. La guerre allait être déclarée entre la France et l'Allemagne. La Belgique mobilisa. A défaut de conviction absolue on avait l'espoir d'être épargné.

— Klobukowski sort d'ici, me dit mon père. Ses assurances sont formelles. Je n'ai pas encore vu Below Saleske. Mais il dit à tout le monde qu'on n'a rien à craindre. Espérons.

La mobilisation se fait avec un ordre parfait.

J'avais devant moi un homme très calme en apparence, que l'inquiétude dévorait intérieurement. Il avait téléphoné aux Mazures (jamais elles n'avaient été plus belles) à ma mère, à mes sœurs, de rentrer dans la capitale en auto, sans alarmer personne, sans prendre de bagages.

— Il vaut mieux être réunis.

Moi-même je venais de fermer mes malles en Flandre pour me rendre en Ardenne, comme chaque année à pareille date. On les avait portées à la gare près du canal et nous nous réjouissions de trouver la fraîcheur des bois après cet été torride. Rentrant de France, j'avais reçu l'ordre de me tenir prêt à monter à cheval, les corps spéciaux de la garde civile étant adjoints, en cas de guerre, à l'armée. Mon beau-père m'avait dit :

— J'ai un cheval rouan qui est sage et qui te conviendra. Il suffira de l'essayer au sabre. Je te l'enverrai à Bruxelles par le cocher.

Tout me paraissait irréel. Après avoir vu mon père, je téléphonai à ma femme de rattraper les malles. Il n'était plus question des Mazures. Je m'en fus revêtir l'uniforme. Le cheval arriva par la route, en bon état, à la grande joie du vieux Hyacinthe qui, retraité,

nous servait de concierge. Il se mit à bouchonner la monture. Le lendemain l'ordre m'atteignit de rallier les écuries du cirque. L'escadron y serait cantonné provisoirement et, en attendant mieux, patrouillerait dans la forêt de Soignes. Après une répétition à la plaine des manœuvres, nous fûmes autorisés à rentrer chez nous pour la nuit. Descendu de cheval, en habits civils, je m'apprêtai à aller dîner au ministère. Il était un peu plus de sept heures du soir quand je franchis le seuil du 8 rue de la Loi. Le vieil huissier me salua d'un air inquiet. Dans le bureau du Cte Léo d'Ursel, chef de cabinet, Gaiffier, van der Elst et Albert de Bassompierre étaient réunis et chuchotaient. Je demandai :

— Le ministre est seul ?

— Son Excellence le ministre d'Allemagne est en conférence avec lui.

Ce ne fut pas long. Le grand Below Saleske sortit. Je le vis passer, interminable, vacillant, moite de sueur. Il ne s'arrêta point, traversa la cour et s'en alla.

Je poussai la porte. Mon père avait la pâleur d'un mort. Il tenait à la main un papier.

HENRI DAVIGNON

DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

LA PREMIÈRE TOURMENTE

1914 - 1918



ÉDITIONS DURENDAL

TABLE DES CHAPITRES.

Chapitre premier. Le vent dans les arbres	7
Chapitre deuxième. L'ultimatum du 2 août 1914	23
Chapitre troisième. Traversée	47
Chapitre quatrième. La Belgique en Angleterre	61
Chapitre cinquième. En lisant les journaux	79
Chapitre sixième. Ambiance insulaire ..	97
Chapitre septième. Le gouvernement sur un rocher	119
Chapitre huitième. La victoire imprévue	143
Chapitre neuvième. Le difficile retour ..	159
Chapitre dixième. La double illusion ...	175